



Pour une adhésion de la Suisse à l'Union européenne

La Suisse est au cœur de l'Europe. La géographie façonne son destin. Son histoire, sa culture, son éducation, sa recherche, ses valeurs fondamentales – démocratie, libertés, égalité, son économie et sa mobilité sont étroitement liées à celles de ses voisins et aux membres de l'Union européenne.

Et pourtant la politique européenne de la Suisse est dans l'impasse. L'approche bilatérale – basée sur quelque 120 accords – a montré ses limites et n'a pas d'avenir. L'accord-cadre en discussion depuis des années n'aboutit pas mettant en danger nos accords de coopération sur la recherche, la formation, la santé, l'énergie et laissant notre pays en perte de souveraineté, sans droit de regard ou de participation dans les décisions européennes qui affectent son destin.

L'Europe, acteur de la gouvernance mondiale, a su construire un espace de paix, de prospérité et de sécurité qui a aussi profité à la Suisse. La guerre en Ukraine a créé un terrible choc et nécessite une redéfinition de la politique de sécurité européenne, de sa dépendance énergétique et alimentaire. Les vives inquiétudes concernant la couverture des besoins en énergie, chauffage et électricité cet hiver en Suisse et en Europe, le montrent bien. Les nombreuses mesures à prendre pour maîtriser la consommation touchent tout le monde: entreprises, administration, magasins, locataires, propriétaires.

Ces questions cruciales expriment l'étroite interdépendance de la Suisse avec l'UE. Des solutions ne peuvent être trouvées qu'en étroite coopération.

Bénéficiant des quatre piliers fondamentaux de l'UE – la libre circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes – la Suisse fait partie et bénéficie du marché intérieur: la moitié de ses exportations et quelque 70% de ses importations se réalisent avec l'UE, 435'000 Suisses vivent dans l'UE et 1,4 millions d'européens en Suisse, avec 340'000 frontaliers qui y viennent chaque jour travailler.

Cette libre circulation des personnes a pu se développer grâce aux mesures d'accompagnement négociées par la Suisse, mesures qu'il s'agit de défendre contre les risques de dumping social et salarial. Facteur réjouissant, l'Europe sociale progresse: l'adoption en 2017 des « 20 principes clés du socle européen des droits sociaux » ainsi que la reconnaissance du principe « à travail égal, salaire égal sur un même lieu de travail » dans la directive sur le travail détaché en témoignent tout comme la récente directive sur les « salaires minimums » établissant un cadre pour la fixation des salaires minimaux légaux dans les Etats membres de l'UE.

Les immenses enjeux et défis touchant le monde et l'Europe – droits démocratiques, sécurité, crise climatique, pauvreté, migration, numérisation, harmonisation fiscale...- ne peuvent être négociés, résolus ou décidés que dans un contexte multilatéral et avec l'UE.

Le PS60+

- recommande l'adhésion de la Suisse à l'Union Européenne, acteur reconnu de la gouvernance mondiale: en devenant membre de l'UE avec droit de co-décision, elle défendra mieux ses valeurs, ses intérêts, ses droits et sa souveraineté.

- soutient la « Stratégie du PS pour la politique européenne de la Suisse » de la Présidence du PS le 9 mai 2022 et demande sa mise en œuvre sans délai, avec une campagne d'information, après le Congrès du PSS des 29/30 octobre à Bâle.
- attend du Conseil fédéral et du Parlement qu'ils prennent leurs responsabilités, engagent les préliminaires en vue du processus d'adhésion et en informent régulièrement le peuple suisse.